Barreau du Québec

Cheminement d'une demande d'enquête au Bureau du syndic

La demande d'enquête et l'enquête demeurent confidentielles de même que l'issue de l'enquête. Seuls les plaignants et l'avocat en cause reçoivent une lettre du Bureau du syndic les avisant qu'aucune plainte ne sera déposée.

Les plaignants peuvent adresser une demande de révision au Barreau du Québec.

Le Bureau du syndic ne porte pas plainte au Conseil de discipline.

La décision devient publique une fois qu'elle est signifiée aux parties. Le Barreau ne commente jamais les décisions du Conseil de discipline.

L'éventail des sanctions va de la réprimande à la radiation, en passant par la limitation de l'exercice.

Demande d'enquête reçue ou générée

Évaluation et vérification des fondements de la demande d'enquête

Ouverture d'un dossier d'enquête

À la suite de l'enquête, le Bureau du syndic porte plainte au Conseil de discipline.

- Audition sur des moyens préliminaires
- Audition sur culpabilité
- Audition sur sanction (si l'avocat est trouvé coupable)

DÉCISION

La réception d'une demande d'enquête est toujours confidentielle (exemples de sources : population, média, groupe communautaire, avocat, juge, syndic).

La plainte devient publique et elle est inscrite au rôle d'audience, sur le site Web du Barreau. Seuls la nature de la plainte et le nom de l'avocat intimé sont de nature publique.*

** Il est toutefois possible que le Conseil de discipline émette, d'office ou sur demande, une ordonnance de huis clos, de non-publication, de non-diffusion et de non-divulgation pour des motifs d'ordre public tels que le respect du secret professionnel, ou la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation.*

La plainte détaillée est rendue publique lors de la première journée d'audition.

Processus et renseignements CONFIDENTIELS

Processus et renseignements PUBLICS